

Résumé Exécutif du Programme National – Nigéria

PROGRAMME ONU-REDD 7^{ème} RÉUNION
DU CONSEIL D'ORIENTATION

13-14 octobre 2011

Berlin, Allemagne



Résumé exécutif

Les dernières décennies ont été marquées par une accélération de la disparition des forêts au Nigéria. Les faits sont là : le taux déforestation est actuellement estimé être de 3,7 %, soit l'un des taux les plus élevés du monde. Le pays étant confronté à cette problématique de plus en plus inquiétante, un ambitieux programme de reforestation - tenant compte des espèces indigènes et impliquant la participation des communautés locales - a été lancé au plan national, en vue à la fois de recouvrer la couverture forestière et d'améliorer les moyens de subsistance communautaires dans l'ensemble du pays. De surcroît, l'État de Cross River, qui possède plus de 50 % des autres futaies tropicales du Nigéria, a imposé un *moratoire* sur l'extraction du bois en 2008, à présent indéfiniment prolongé. Il s'est aussi lancé dans la recherche de nouveaux mécanismes financiers destinés à la protection de l'environnement en vue de protéger davantage les forêts, en donnant la priorité à l'amélioration des conditions de vie des communautés et des habitants des zones rurales tributaires des forêts. Ces premières mesures, ayant pour objectif de mieux protéger les forêts en tenant compte de la composante communautaire et en tentant de trouver des moyens innovants pour ce faire, sont indicateurs d'un changement de politique du Nigéria dans le domaine forestier. Cela dit, pour que le pays puisse aboutir dans ces ambitions, d'autres actions plus pointues et plus persuasives, soutenues par une coopération et un appui venus de l'extérieur, s'imposent.

Selon les termes des négociations internationales en cours dans le cadre de la convention du changement climatique, il a été reconnu que le mécanisme de la REDD+ constitue pour le Nigéria une excellente chance d'être confortée dans ses efforts à vouloir préserver ses forêts, tout en contribuant et à l'atténuation des effets du changement climatique et à l'optimisation du développement communautaire. Appuyé par les efforts avant-gardistes de l'État de Cross River, le gouvernement fédéral du Nigéria a commencé en 2009 à jouer un rôle actif dans la REDD+, demandant à devenir membre du Programme ONU-REDD, ce qui lui a été accordé. C'est en 2010, soutenu le PNUD, que le pays s'est pour la première fois concrètement engagé dans le programme REDD+ : en créant d'abord les premières structures de coordination et de consultation en faveur de la REDD+ au niveau fédéral et de l'État de Cross River, puis en procédant à une *évaluation préliminaire approfondie du contexte de la REDD au Nigéria*, définissant ainsi les principes de la planification de la REDD+. Le gouvernement fédéral et l'État de Cross River ont alors entrepris d'élaborer, d'étudier et de valider un programme de préparation national à la REDD+, qui a été présenté à l'occasion de la 6^e réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD au mois de mars 2011. Le caractère original et novateur du programme a suscité un accueil favorable, quelques commentaires ayant été formulés en vue d'en améliorer le contenu et pour ainsi pouvoir solliciter le financement lors de la 7^e réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD prévue en octobre 2011. Dans le cadre de l'élaboration et de l'affinement de sa proposition, le Nigéria a entrepris des travaux sur plusieurs fronts liés à la REDD+, notamment au niveau des mesures de protection (garde-fous) socio-environnementales, des infinis avantages que présentent les écosystèmes, de l'évaluation de gouvernance participative liés à la REDD+, et des capacités consolidées répondant aux conditions de notification fixées par la CCNUCC. Il avait été prévu de créer une université REDD+ du Nigéria, dont les portes auraient dû être ouverte en septembre 2011, -une initiative d'une grande portée visant à renforcer les capacités et qui devrait servir de rampe de lancement au programme, une fois celui-ci approuvé. Cet événement a été reporté suite à l'attaque à la bombe à Abuja.

La présente proposition représente pour le Nigéria le premier outil dont elle dispose pour accéder aux financements nécessaires à la préparation à la REDD+, en procédant sur la base des négociations engagées au titre de la CCNUCC. Ceci tout en intégrant les niveaux fédéral, étatique et communautaire assortis à la REDD+ selon une démarche originale et novatrice. Le Nigéria est convaincu que le partenariat ONU-REDD - au départ une initiative à démarrage rapide destinée à aider un certain nombre de pays à consolider leurs capacités et l'engagement des parties prenantes en faveur de la REDD+ - constitue une plate-forme convenant parfaitement à ses ambitions de préparation à la REDD+. *De facto*, le gouvernement fédéral du Nigéria et le gouvernement de l'État de Cross River se sont politiquement engagés à mettre au point et en pratique le mécanisme REDD+ dans le pays, étant désireux d'œuvrer en synergie, en mettant en commun leurs rôles et capacités distincts, en faisant appel à des méthodes participatives et en progressant en étroite collaboration avec le Programme ONU-REDD.

Le *Programme de préparation à la REDD+ du Nigéria* conçoit une approche à deux volets pour aboutir à la préparation à la REDD+, en se basant essentiellement : (i) sur le développement des capacités institutionnelles et techniques au niveau fédéral, et (ii) sur la conduite d'activités institutionnelles, d'élaboration de stratégies et de démonstration, particulièrement poussées, dans l'État de Cross River. En d'autres termes, ce programme de préparation à la REDD+ renforcera les capacités tant au niveau fédéral (national) qu'au niveau étatique (infranational ou régional), dans un esprit de coopération. Le travail accompli au niveau fédéral assurera l'orientation des politiques nationales à l'appui de la REDD+, alors que les avancées réalisées au niveau étatique étayeront le processus national et serviront au final d'exemples à d'autres États aspirant à la REDD+. Bien des raisons ont valu à l'État de Cross River sa réputation de modèle de démonstration avant-gardiste au niveau étatique, notamment : son rôle de leader politique et son engagement indiscutable dans la conservation des forêts, les efforts qu'il déploie pour introduire le mécanisme REDD+ au Nigéria et l'immense potentiel qu'il détient en matière de réduction des gaz à effet de serre auprès du secteur forestier compte tenu du fait qu'il possède plus de 50 % des futaies tropicales du pays. Il ne fait aucun doute que l'approche du Nigéria en faveur de la REDD+ constitue à l'échelle mondiale un processus novateur, convenant en tout point aux *Accords de Cancun* sur le changement climatique (2010).

Le but que se propose le Programme est de *permettre au Nigéria de contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique, en consolidant la conservation des forêts et en améliorant les moyens de subsistance durables des communautés*. L'objectif fixé est *d'implanter le mécanisme REDD+ au Nigéria, en prenant comme modèle de démonstration l'État de Cross River*. Le Programme s'articule autour de quatre effets, deux au niveau fédéral et deux autres focalisés sur l'État de Cross River sur les bases suivantes (reportez-vous au Tableau 1 ci-dessous, où vous sont donnés davantage de renseignements) :

1. Amélioration des capacités institutionnelles et techniques au niveau national.
2. Élaboration d'un cadre d'expansion REDD+ dans l'ensemble du Nigéria.
3. Renforcement des capacités institutionnelles et techniques à l'appui de la REDD+ dans l'État de Cross River.
4. Démonstration de la préparation à la REDD+ dans l'État de Cross River.

Ces effets sont eux-mêmes répartis en 14 extrants (produits) et en un ensemble d'activités principales et indicatives, étant tous regroupés en un cadre de résultats cohérent et détaillé. À noter que les extrants et les activités proposées tiennent compte de toutes les composantes associées à la préparation à la REDD+ et proposées au plan international. Y figurent : l'appui à la gestion de la préparation à la REDD+ (au niveau fédéral et au niveau de l'État de Cross River), l'engagement des parties prenantes, l'apprentissage et le dialogue (du niveau fédéral aux communautés), un engagement soutenu envers la REDD+ sur le plan régional et international, un cadre MRV national assorti de la capacité de surveillance des forêts de l'État de Cross River, la mise en place de mécanismes assurant les mesures de protection sociales et environnementales et la promotion d'infinis avantages, un soutien coordonné des initiatives expérimentales et sur le terrain liées à REDD+ dans l'État de Cross River, et une large diffusion des connaissances et des meilleures pratiques sur lesquelles s'appuiera en permanence le Programme lors de sa mise en œuvre. Certains extrants conduisent à l'élaboration d'une stratégie nationale préliminaire, visant à étendre l'action de la REDD+ dans tout l'ensemble du Nigéria (pour permettre le lancement progressif de la REDD+ dans de nouveaux États) ainsi que d'une stratégie à l'appui de la REDD+ dans l'État de Cross River (pour amorcer la transition à la phase 2 de la REDD).

Le budget du Programme s'élève à 4 millions de dollars américains, -montant actuellement alloué par le Programme ONU-REDD à la région d'Afrique. Cette somme devrait permettre d'accomplir de solides progrès, bien que pour aboutir aux résultats escomptés il faille prévoir des cofinancements dans le cas de certains extrants. Le calendrier proposé est de deux ans et demi, la mise en œuvre devant débuter en janvier 2012. Les trois organismes responsables du Programme ONU-REDD (nommément la FAO, le PNUD et le PNUE) se partageront les responsabilités techniques et fiduciaires. Deux unités

se chargeront de la mise en œuvre, à savoir : le Secrétariat national de la REDD+ (sous l'égide de l'Unité spéciale du changement climatique, et le soutien technique du Département fédéral des forêts) et la Commission des forêts de l'État de Cross River. Ils seront respectivement responsables de la gestion et de la mise en œuvre des effets 1-2 et 3-4. Le Conseil consultatif national du Programme REDD+ fera l'objet d'un léger remaniement pour faire office de Conseil exécutif du Programme. Le Comité technique national de la REDD+ dispensera des conseils et le soutien techniques nécessaires à tous les niveaux des activités du programme, en étroite collaboration avec l'équipe de la REDD+ de l'État de Cross River. On envisage de mettre en place plusieurs mécanismes d'engagement de parties prenantes, de soutien technique et de conseils d'orientation stratégique, pour faciliter et consolider la mise en œuvre. À la lumière des faibles capacités disponibles au regard de la REDD+ dans le pays et compte tenu du désir des parties prenantes d'avancer à un rythme raisonnable, le Programme envisage de recruter un certain nombre de professionnels nationaux et internationaux en vue de soutenir la mise en œuvre sans à-coups du programme, d'insuffler une qualité technique de haut niveau et d'encourager un engagement dynamique des parties prenantes.

L'approche à deux volets du Nigéria – réunissant les actions au niveau national (fédéral) et infranational (État de Cross River) – permettra l'adoption d'un processus REDD+ intégré, à facettes multiples, de la gouvernance fédérale aux communautés tributaires des forêts. Par ailleurs, l'on prévoit qu'au fur et à mesure que les capacités fédérales augmentent, de nouveaux États nigériens - politiquement engagés - adhéreront au processus REDD+. À son tour, la tentative d'action persuasive, menée dans l'État de Cross River, étayera le cadre de préparation à la REDD+ sur le plan national, et servira de modèle à reproduire dans d'autres États intéressés, le cas échéant. Cette approche est non seulement dynamique – s'agissant d'un processus ascendant – mais aussi politiquement appropriée du fait que le Nigéria est un pays fédéral où les États et les communautés locales détiennent des droits sur les forêts et sont des intervenants de grande influence sur le plan des politiques et des investissements. Cette approche est d'autre part la plus réalisable compte tenu du fait que le Nigéria est un pays vaste et complexe, dont les 36 États accusent des niveaux d'intérêt et de sensibilisation à la REDD+ fort variés. C'est ainsi que cette approche est basée sur une dynamique d'apprentissage et d'élargissement du champ d'action pragmatique.

Le *Programme de préparation à la REDD+ du Nigéria* a été mis au point à l'aide d'intrants émanant de tout un éventail d'experts nigériens et internationaux, spécialisés dans les questions techniques et de politiques, et que sont venus soutenir des professionnels du Programme ONU-REDD. Il a été consolidé par une série de consultations, des missions de soutien assurées par le Programme ONU-REDD et des réunions d'approbation /de validation qui se déroulées à Abuja, la capitale fédérale, et dans l'État de Cross River, entre le mois de novembre 2010 et le mois d'août 2011, et où étaient aussi présents des représentants des communautés dépendants des forêts. Ayant été préparé dans la notion de démarrage rapide du Programme ONU-REDD, l'on comprend qu'il cherchait à mobiliser des premières mises de fonds et à obtenir sans tarder des conseils des NU pour pouvoir étudier et commencer à mettre en place l'initiative REDD+. C'est à l'occasion de la 6^e réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, en mars 2011, que le Programme a été présenté et examiné pour la première fois. Par la suite, il a été amélioré en tenant compte des commentaires formulés par des membres du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, par une équipe d'examen technique indépendante composée de 3 membres et mandatée par le Secrétariat du Programme ONU-REDD, et à l'issue de plusieurs réunions techniques et de consultation qui ont eu lieu au Nigéria (avec notamment pour sujets la gouvernance et les mesures de protection socio-environnementales). Le Programme est présenté aux fins d'étude par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD dans le cadre de sa 7^e réunion en octobre 2011, en vue d'obtenir un soutien financier. Il est attendu du Programme qu'il serve de plate-forme permettant de mobiliser davantage de partenaires, de former des alliances et de réunir des fonds pour garantir une authentique action REDD+ partout au Nigéria.

Figure 1.
Carte territoriale du Nigéria,
Mettant en relief la situation géographique de l'État de Cross River (CRS).



1. Synopsis du Programme de préparation à la REDD+ au Nigéria (Tableau 1)

But : Permettre au Nigéria de contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique, en consolidant la conservation des forêts et en améliorant les moyens de subsistance durables des communautés				
Objectif : Mettre au point le mécanisme REDD+ au Nigéria, en prenant comme modèle de démonstration l'État de Cross River.				
Effets	Extrants	Soutien des organismes des NU	Niveau de mise en œuvre	Budget ONU-REDD (US\$)
1. Amélioration des capacités institutionnelles et techniques au niveau national.	1.1. Coordination efficace de la préparation à la REDD+ nationale par le Secrétariat du Programme REDD+	PNUD	FÉDÉRAL	725 000
	1.2. Intensification de l'engagement des parties prenantes et de la sensibilisation du public à la REDD+	PNUD, PNUE		
	1.3. Définition des dispositions politiques, juridiques et institutionnelles applicables à la REDD+	PNUD		
	1.4. Intensification de l'engagement international du Nigéria en faveur de la REDD+	PNUD		
2. Élaboration d'un cadre d'expansion REDD+ dans l'ensemble du Nigéria.	2.1. Évaluation des défis et potentiels liés à la REDD+ au plan national	FAO	FÉDÉRAL	485 000
	2.2. Conception du cadre MRV national	FAO		
	2.3. Élaboration d'une stratégie préliminaire nationale visant à étendre la REDD+ dans l'ensemble des États du Nigéria	PNUD		
3. Renforcement des capacités institutionnelles et techniques à l'appui de la REDD+ dans l'État de Cross River.	3.1. Unité REDD+ de CRS intégralement opérationnelle et efficace	PNUD	CRS	1 615 318
	3.2. Parties prenantes de CRS, en portant l'accent sur les communautés tributaires des forêts, formés et engagés dans l'action REDD+	PNUD		
	3.3. Mise en place de la stratégie à l'appui de la REDD+ de CRS	PNUD		
	3.4. Système de surveillance des forêts à l'appui de la REDD+ de CRS opérationnel	FAO		

Résumé Exécutif du Programme National – Nigéria

4. Démonstration de la préparation à la REDD+ dans l'État de Cross River.	4.1. Coordination et soutien adéquats des initiatives expérimentales de la REDD+ dans l'État	PNUD	CRS	913 000
	4.2. Validation des investissements REDD+ [phase 2 de la REDD+ amorcée]	PNUD, PNUE		
	4.3. Établissement de CRS en tant que pôle d'excellence et d'apprentissage à l'appui de la REDD+	PNUD, PNUE		
				3 738
				<i>Sous-total</i>
				318
				<i>Coûts de soutien indirects (7 %)</i>
				261
				682
				<i>TOTAL</i>
				4 000
				000